

**Conversation européenne #19****Le 25 février 2020****L'Europe face au défi chinois****Avec**

**Alice Ekman**, analyste responsable de l'Asie à l'Institut d'études de sécurité de l'Union européenne

**Mathieu Duchâtel**, Directeur du programme Asie de l'Institut Montaigne

**Édouard Gaudot**, membre du comité d'orientation d'EuropaNova (modérateur)

**Édouard Gaudot** introduit cette dix-neuvième édition des Conversations européennes en rappelant combien le sujet de cette conférence, encore plus actuellement, déclenche beaucoup de fantasmes. Dans notre imaginaire, la Chine couvre un spectre assez large de représentations diverses, qui vont du péril jaune à l'eldorado néo-capitaliste pour nos entreprises. La réalité est plus simple : la Chine est d'abord la deuxième grande puissance mondiale, probablement bientôt la première ; et elle occupe un espace croissant dans notre quotidien politique. En outre, depuis plusieurs semaines elle est omniprésente dans nos journaux en raison du coronavirus. Même si ce n'est pas la première fois que nous avons une menace de pandémie mondiale, ni la première fois que celle-ci trouve ses origines en Chine, cette fois en revanche, on en mesure plus que jamais l'impact, puisque cela bouleverse les équilibres économiques et la chaîne de valeur mondiale, comme les inquiétudes boursières le soulignent. La Chine est donc bien au cœur de notre actualité européenne et de ses enjeux politiques. Quels sont les défis que représentent la Chine pour l'Europe ? En quoi l'émergence de la Chine nous renvoie à ce que nous, Européens, voulons être ?

**Alice Ekman** commence par réfuter l'idée assez évoquée dans les médias au début de la crise qu'après plusieurs semaines après l'émergence du coronavirus en Chine le pouvoir chinois

serait déstabilisé. En référence à son livre, *Rouge Vif, l'idéal communiste chinois*<sup>1</sup> écrit avant la crise du coronavirus, elle rappelle que dans le système communiste actuel, le parti est omniprésent. Des cellules du parti existent dans les grandes entreprises, dans les hôpitaux comme ce fut le cas dans l'hôpital temporaire construit à Wuhan. Le système de censure et de propagande est également très développé. Par conséquent, même si le dirigeant au pouvoir est temporairement mis en difficulté, il est peu probable que le Parti communiste chinois soit défié, car il dispose de moyens à la fois humains et technologiques pour maintenir son omniprésence. A noter que pendant comme avant la crise, le parti fait fréquemment références à ses racines rouges, à son identité socialiste et à « l'idéal communiste » qu'il continue à proclamer. De nombreuses célébrations au cours des dernières années, comme celles du centième anniversaire de Karl Marx en 2018 ou l'anniversaire de la création de la république populaire de Chine qui témoignent de cet attachement. On peut décrire le système politique actuel comme un système d'influences maoïste mais aussi soviétique. Il s'agit d'un système hybride, qui mélange ces influences à d'autres (pragmatisme, nationalisme, capitalisme). Une chose est certaine : la part de l'identité socialiste dans ce mélange ne doit pas être sous-estimée, car elle continue à peser sur les décisions de politique intérieure comme extérieure.

**Mathieu Duchâtel** poursuit en rappelant justement l'intensité de la compétition entre modes de gouvernance que la Chine impose au monde. On peut certes s'interroger sur la manière dont la Chine a répondu au Coronavirus. Car après la détection des premiers cas, dans la ville de Wuhan, les médecins qui ont souhaité parler ont été convoqués par la police et interdits de parler ouvertement. Par conséquent, les trois premières semaines après l'apparition du virus ont été perdues. Cette réaction affaiblit la Chine. Mais dans un second temps il faut bien mesurer la capacité du régime à déployer ses moyens de surveillance et d'action, pour arriver à fermer une ville de onze millions d'habitants en l'espace de vingt-quatre heures. Les démocraties ont beaucoup de mal à être aussi efficaces et mettre en place aussi rapidement de telles mesures.

Si la dimension idéologique est centrale du point de vue chinois, elle l'est cependant beaucoup moins du point de vue européen. En revanche elle est redevenue très centrale du point de vue américain puisque les responsables de l'administration Trump assument être dans une compétition idéologique avec la Chine. La question de l'engagement et du découplage est centrale dans les relations sino-américaines aujourd'hui mais aussi dans les relations Europe-Chine. Pour les Européens, la question se pose : jusqu'à quel point pousser l'engagement avec la Chine ? Quels sont les risques ? Comment rééquilibrer cette relation ?

L'UE et la dernière commission Juncker ont été extrêmement actives pour reconsidérer l'engagement avec la Chine et introduire des filets de sécurité, comme on en a vus aux États-Unis ou au Japon, installés de manière bien plus rapide et déterminée. Le résultat est un recalibrage des relations Europe-Chine sur des sujets comme nos relations commerciales, nos relations d'investissements, la question des transferts de technologies des européens vers la Chine ou encore la question de la 5G. C'est d'ailleurs la question de la présence chinoise dans des infrastructures critiques européennes, que ce soient les télécommunications comme la 5G ou aussi des ports et des aéroports qui suggère un avenir de confrontation à l'horizon 2025-2030. On observe un réel changement de paradigme avec la commission Juncker, puisqu'on passe d'une politique commerciale destinée à libéraliser et négocier des accords de libre-échange à la construction de garde-fous pour être sûr que l'investissement ne mènera pas à des transferts de technologies problématiques ou un levier excessif de la Chine dans des affaires liées à la sécurité nationale.

---

<sup>1</sup> EKMAN Alice, *Rouge vif – L'idéal communiste chinois*, Éditions de l'Observatoire, février 2020

**Alice Ekman** insiste : dès 2013, Xi Jinping a annoncé qu'inévitablement, sur le long terme, le « socialisme » allait l'emporter sur le « capitalisme ». La Chine souligne régulièrement les failles de l'Europe et insiste face à cela sur l'efficacité présumée de son système. Elle cherche à diffuser son modèle de gouvernance à l'étranger, en priorité les pays en développement.

Concernant les relations Chine-Europe, plusieurs questions stratégiques émergent actuellement. Deux d'entre elles sont :

- 1) Comment l'Europe peut-elle utiliser son levier de négociation face à la Chine ? Celui-ci n'est pas si négligeable qu'il n'y paraît, compte tenu de l'importance du marché européen pour la Chine, mais aussi du poids diplomatique de certains Etats-membres (par exemple, la France, en tant que membre permanent du Conseil de Sécurité des Nations Unies, parmi d'autres exemples).
- 2) Comment l'UE peut-elle développer son « autonomie stratégique » dans un contexte de tensions renforcées et prolongées entre Pékin et Washington ?

**Mathieu Duchâtel** précise que selon lui, les rapports de force s'expriment de manière beaucoup plus concrète aujourd'hui. L'Europe ne souhaite pas négocier avec la Chine un accord de libre-échange. Mais la Commission européenne, dans un document stratégique publié en 2019, a placé comme date limite 2020 pour la négociation avec la Chine d'un traité d'investissement bilatéral qui est la seule négociation aujourd'hui d'ampleur qui est en cours entre l'UE et la Chine. Si l'Union a mis une date limite pour les négociations avec la Chine c'est parce qu'elle a pris conscience que la Chine ralentissait la mise en place de cet accord – sa préférence allant au libre-échange. Mais la question des transferts de technologies est évidemment centrale dans ce texte. Par ailleurs, dans le contexte de guerre commerciale sino-américaine il faut s'attendre à ce que l'accord avec l'Union européenne soit moins au cœur des priorités de la Chine, d'autant plus que le statut quo vis-à-vis de l'Europe est extrêmement favorable aux Chinois.

**Edouard Gaudot** interroge les intervenants sur les raisons du retard de la prise de conscience européenne à la fois au niveau des institutions et des États membres ? **Mathieu Duchâtel** répond que c'est l'arrivée de Xi Jinping qui a changé la donne. Les décisions en termes de réforme de la gouvernance en Chine, en termes de sécurité nationale, la loi sur les ONG, la loi sur le renseignement national, etc. démontrent qu'il n'a aucunement l'intention de rechercher la fameuse convergence espérée par les Européens. Un deuxième aspect qui a joué sur le long terme a été l'inflexibilité de la Chine, sur les dossiers commerciaux, sur les dossiers d'investissements dans les négociations qui ont fini par ouvrir les yeux des Européens. **Alice Ekman** ajoute qu'en Chine, les annonces sont parfois aussi lentes à se concrétiser, comme dans le cas des nouvelles routes de la soie, ce qui rend alors difficile pour l'Union européenne toute approche concrète, puisque les intentions du partenaire sont imprécises.

Concernant les modes d'interaction entre l'Europe et la Chine, les approches changent. Le Président Macron s'est rendu l'année dernière en Chine avec un ministre allemand et un commissaire européen, notamment avec pour objectif de projeter une image d'unité plus forte qu'auparavant. Angela Merkel a également pour projet d'inviter des représentants d'États membres à être présents en plus des représentants européens, lors du prochain sommet Chine-Union européenne qui aura lieu à l'automne 2020.

**Edouard Gaudot** rappelle que l'enjeu actuel pour l'Europe évoque celui de la guerre froide : de ne pas devenir un théâtre des opérations, être un acteur dans le jeu international plutôt que d'être le lieu où les choses se passent. La discussion avec le public tourne alors autour des

forces et les faiblesses respectives de la Chine et de l'Europe dans leurs rapports, ainsi que de l'impact global du modèle chinois.

**Mathieu Duchâtel** constate que la faiblesse de l'Europe dans le cas de ces accords commerciaux est surtout interne. On a dans le cas de la 5G par exemple, une initiative forte de la Commission, soutenue par les États membres les plus puissants qui aboutit par une « boîte à outils » dont l'objet est avant tout de promouvoir de la convergence dans l'Union. Mais ce qui est le plus important ce sont les outils mis en place par chacun des États membres. Aussi, dans le cas des questions de sécurité internationale, l'Europe a beaucoup de mal à communiquer avec la Chine de manière efficace. Le dialogue établi entre l'Union européenne et la Chine pour le rétablissement de la sécurité en Afghanistan n'a pas vraiment abouti par exemple. Par ailleurs, l'Union européenne est également divisée sur certaines questions, comme ce fut notamment le cas pour la résolution des conflits en Mer de Chine du Sud. Ainsi, la Hongrie et la Slovaquie, pour des raisons différentes, ont empêché la formulation d'une position européenne forte.

Quant à la question de la faiblesse du système chinois, **Alice Ekman**, souligne qu'il existe parfois aussi des injonctions contradictoires. On a par exemple beaucoup de centres de recherche appliquée et de think tank dont la mission est d'œuvrer au rayonnement international de la Chine, mais ce rayonnement est en même temps contraint par les nouvelles limitations, depuis le début du mandat de Xi Jinping, sur la fréquence et la durée des déplacements des chercheurs, et fonctionnaires dans leur ensemble. Ce genre de contradictions très bureaucratiques engendre des faiblesses. Une autre faiblesse est la duplication mécanique des approches, suivant un modèle centralisé. Par exemple, la Chine a beaucoup investi depuis le début des années 2000 dans des forums bilatéraux et les a multipliés d'une région à l'autre, suivant peu ou prou le même modèle. Autre exemple : les éléments de langage de la diplomatie chinoise tendent à se répéter d'un pays à l'autre, à tel point qu'il est possible de les deviner à l'avance. La diplomatie chinoise est de ce fait relativement prévisible.

Selon **Mathieu Duchâtel**, la rigidité idéologique justement est aussi ressentie comme un carcan par de nombreux intellectuels. Même si le système a effectivement créé énormément de richesse, il a du mal à réguler les abus de pouvoir et est source d'injustices sociales vécues personnellement par de nombreux individus, dont le ressenti du système est plutôt négatif. On a là quelques faiblesses importantes pour la Chine. Toutefois, le rapport de force entre le parti et la société est tel aujourd'hui avec les capacités de surveillance qui sont accumulées par l'État chinois que ces faiblesses ne sont pas décisives et n'auront pas d'impact fort sur le parti et son fonctionnement. **Mathieu Duchâtel** conteste en outre une critique souvent admise qui consiste à dire que la bureaucratie chinoise est tellement génératrice de gâchis en innovation que finalement la puissance scientifique technologique chinoise n'émergera jamais. En réalité les niveaux de dépenses en matière de recherche et développement sont tels que même avec un gâchis la Chine accumule les progrès.

La discussion se poursuit sur les mécanismes de filtrage des investissements étrangers mais aussi sur la place qu'occupe la Chine en Afrique et plus particulièrement dans le domaine des médias et des secteurs de communication. **Alice Ekman** répond que certains pays reprennent des « morceaux » du modèle chinois, et que la Chine y développe en effet sa propre définition et approche du journalisme « positif ». Certains pays comme la Serbie ou l'Arabie Saoudite se mettent à utiliser les technologies chinoises, même s'ils ne sont pas forcément intéressés par les structures ou le modèle chinois mais plutôt par des infrastructures et des services qui orientent, *de facto*, le fonctionnement de certaines villes ou zones du pays. **Mathieu Duchâtel**, explique ensuite le fameux « système de filtrage des investissements étrangers » qui sera mis en œuvre

en octobre de cette année sur deux ans : il s'agit d'un système de communication entre États membres de l'UE qui devrait leur permettre ainsi qu'à la Commission européenne d'avoir une visibilité sur les investissements étrangers entrants en Europe afin de déterminer s'ils ont un impact stratégique en termes de transfert de technologies ou en termes de leviers excessifs. Mais s'il s'agit uniquement d'un système interne de communication et d'échange d'information, sa création a changé la dynamique en Europe du Nord. Ainsi, deux pays comme les Pays-Bas et la Suède ont modifié leur position sur cette question en raison d'investissements chinois particuliers.

Ensuite, la conversation se porte sur la place de la Chine dans le monde, et l'approche de l'Union européenne sur les activités de la Chine avec ses pays voisins comme en Inde, en mer de Chine orientale ou avec le Japon, et le niveau d'interdépendance Chine-Europe. **Mathieu Duchâtel** rappelle alors que les moyens défensifs et offensifs ont été mis au cœur de la nouvelle Commission. Jusqu'à présent l'approche de l'Union européenne était restée strictement défensive comme la « boîte à outils » sur la 5G en Europe pour éviter le risque Huawei. Mais quand il s'agit de géopolitique en Asie, on remarque des divergences importantes sur les questions relatives à la Mer de Chine du Sud, en particulier entre les États désintéressés de la question et ceux comme la France et le Royaume-Uni qui ont une présence navale régulière à cet endroit. Ces divergences constituent une faiblesse dans la relation sino-européenne. Par ailleurs, l'Europe est moins critique envers les questions relatives aux relations que la Chine entretient dans la péninsule coréenne et en Afghanistan. **Alice Ekman** explique également, que l'Europe, mais aussi les États-Unis, ont sous-estimé le rapprochement entre Pékin et Moscou observable depuis 2014. Ce rapprochement est économique, politique, militaire et devient également technologique. Et la discussion se tourne justement sur les rapports Chine-Russie et sur la Syrie.

**Mathieu Duchâtel** estime qu'il existe deux véritables enjeux dans le domaine des relations avec la Russie. Le premier est sécuritaire, il s'agit de la présence de combattants ouïghours. En effet, la Chine a un véritable intérêt à ce que les combattants ouïghours ne puissent jamais revenir nuire aux intérêts chinois. Cela explique beaucoup de choses dans la gestion de la Chine de la crise syrienne. Deuxièmement, il existe un intérêt presque idéologique sur les villes chinoises et russes dans la gouvernance mondiale. Pour la Russie comme pour la Chine, la crise libyenne et l'attitude des puissances occidentales est un tournant dans leur vision de des valeurs de démocratie à l'étranger.

Sur la question de l'interdépendance entre les deux partenaires, **Mathieu Duchâtel** précise que la relation Europe-Chine a longtemps été stratégique uniquement en raison des liens commerciaux. L'Europe est un marché d'exportation crucial pour l'industrie chinoise. En outre, elle est également extrêmement importante au regard du projet technologique chinois.

La crainte d'une dépendance de l'Europe à la Chine, notamment dans le domaine de production des médicaments est hypothétique. Il est en outre très difficile de prouver que la Chine essaie de créer une dépendance d'autres États en utilisant les mécanismes d'endettement.

**Alice Ekman** rappelle en conclusion la forte interdépendance économique Chine-Europe.

**Édouard Gaudot** cite, en guise de conclusion, le petit essai *Pourquoi l'Europe : Réflexions d'un sinologue*, de Jean-François Billeter. Car la question de la capacité de l'Europe à répondre au défi chinois reste en suspens. Dans ce livre, justement l'auteur se demande si la Chine pourrait servir, ou non, de miroir à l'Europe pour lui permettre de se définir mieux. Car la grande difficulté à laquelle nous sommes systématiquement confrontés quand il s'agit de géopolitique, est qu'il n'y a pas d'Europe à proprement parler. Il y a un continent européen, des institutions européennes, des États membres qui composent l'UE, mais il n'y a pas vraiment d'« Europe ». On ne discute pas uniquement de représentations commerciales dans le cadre de

nos relations avec la Chine mais aussi de vision du monde, de la place de l'individu dans le monde et dans son environnement politique et géopolitique. Face aux deux modèles majeurs chinois ou américains en présence, la question qui se pose alors est de savoir si l'Europe est dotée d'un modèle idéologique particulier qui puisse s'affirmer contre l'un ou s'aligner sur l'autre.